



Déchets nucléaires, surtout ne pas enfouir, arrêter d'en produire !

Site Internet : www.burestop.org - e-mail : burestop@free.fr

Lettre N° 23 OCTOBRE 2005

- COLLECTIFS BURE-STOP DES OPPOSANTS
- À L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS
- MEUSE - HAUTE-MARNE - VOSGES
- & MEURTHE-ET-MOSELLE ■ BURE ZONE LIBRE
- COORDINATION NATIONALE DES COLLECTIFS

Manif à Bar le Duc :

6000 personnes contre
l'enfouissement.

Débat public ?

Les associations sortent...

Festival de Bure :

la fête continue en 2006.

Bure Zone Libre :

des nouvelles.

Train d'enfer :

le nucléaire qui voyage.

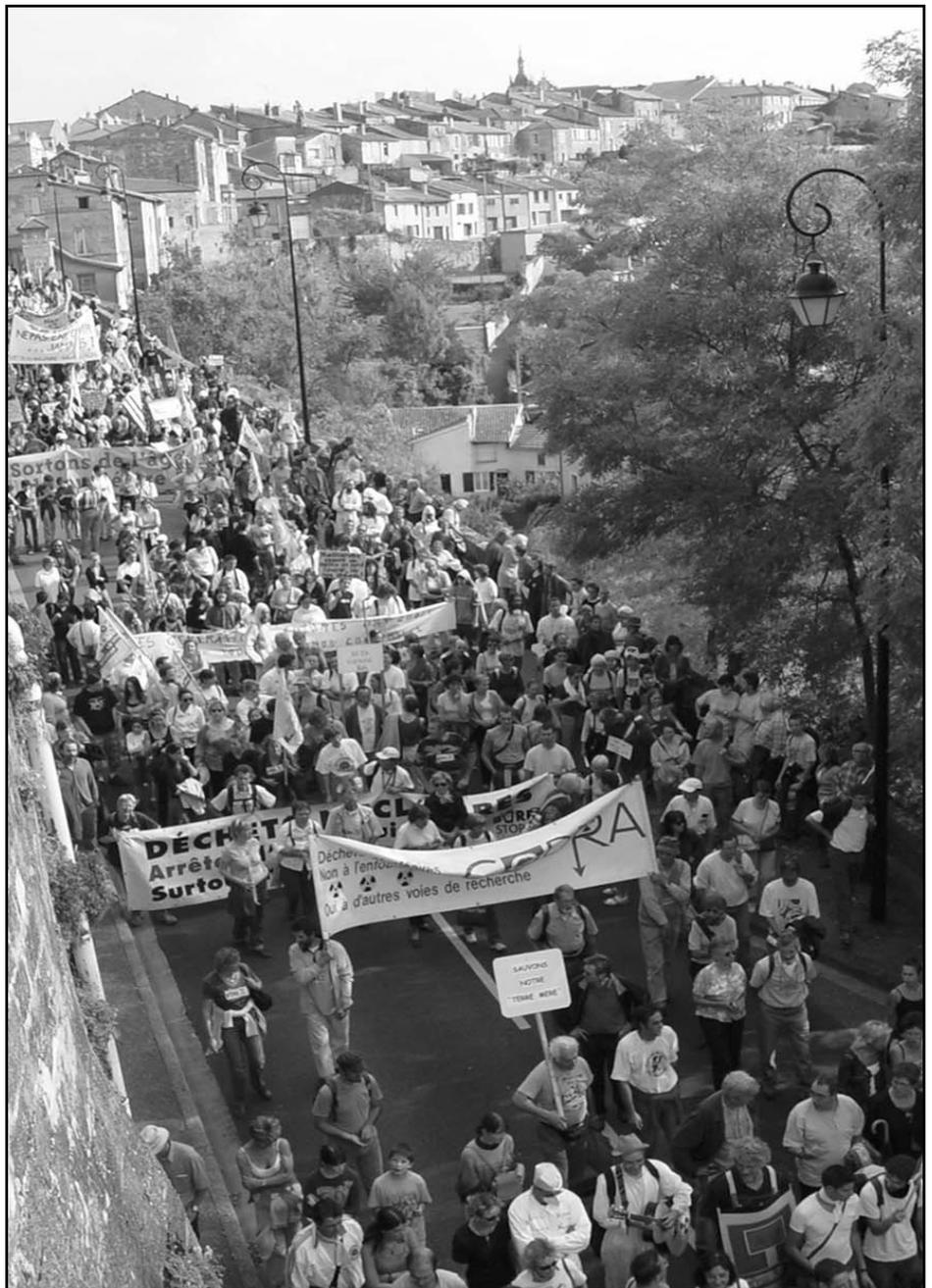
Pétition et référendum :

beaucoup de signatures...
incontournables !

Encart :

Solidarités :

OGM/nucléaire, des luttes
actuelles similaires



Adhérez aux collectifs,
pour soutenir leurs
diverses actions et pour
faire entendre votre voix.
Contact : 03 25 04 91 41

24 septembre 2005 à Bar-le-Duc : un moment qui fera date ! La manifestation nationale a été un vrai succès. 16 000 signatures meusiennes demandant un référendum local ont été déposées aux Conseil général de Meuse, 28 000 pour la Haute-Marne attendent une vraie prise en compte : jamais ce sujet crucial n'a suscité autant d'attention. Notre avis sur Bure (pseudo "labo" prêt à se transformer en stockage nucléaire) est vraiment INCONTOURNABLE !

24 septembre : une belle manifestation !



Des titres de presse éloquentes !

Marée antinucléaire à Bar-le-Duc

L'Est Républicain 25.09.05

Bure : la rue crie son opposition

La Croix Hebdo de la Haute-Marne 30.09.05

Le « non » au nucléaire des habitants de Bure

20 minutes 26.09.05

Les antinucléaires au secours de Bure

Méto 26.09.05

Protest gegen Atomlager. Demonstration in Südlöthringen

Frankfurter Rundschau online 26.09.05

6000 ANTI-NUCLEAIRES A BAR-LE-DUC POUR DIRE "NON" A BURE !

Indymédia Paris 26.09.05

Les anti-Bure ont de l'énergie

Journal de la Haute Marne 25.09.05

Les antinucléaires disent non à l'enfouissement des déchets

Le Républicain Lorrain 25.09.05

Gestion des déchets : le nucléaire, c'est la mort

Le Progrès 25.09.05

Le non à l'enfouissement des déchets radioactifs

Aujourd'hui en France 25.09.05

L'enfouissement des déchets radioactifs contesté à Bar-le-Duc

Les dernières nouvelles d'Alsace 25.09.05

DÉCHETS RADIOACTIFS - Mobilisation à Bar-le-Duc

L'Alsace 25.09.05

Déchets radioactifs - Manifestation pour dire « non » à l'enfouissement

Le Télégramme de Brest 25.09.05

Déchets radioactifs: le "non" à l'enfouissement de milliers de manifestants

Agence France Presse 24.09.05

Manifestation à Bar-le-Duc contre les déchets nucléaires

Reuters 24.09.05

Meuse: environ 6.000 manifestants protestent contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure

Associated Press (AP) 24.09.05

Le débat ne doit pas être enterré Une forte majorité de Français est hostile à la présence d'un centre d'enfouissement de déchets radioactifs près de chez eux.

Le Figaro 24.09.05

Même combat

Est Républicain - 25/09/05 (Jean-Claude Midon)

"Faucheurs d'OGM à Clermont-ferrand, manifestants anti-labo dans les rues de Bar-le-Duc, salariés licenciés par des patrons avides de fructueuses délocalisations ou sans-papiers en grande précarité virés de leurs squats par le flic Sarko, leur combat est identique. Tous luttent contre la société du fric, la pseudo-démocratie, le pouvoir souverain !"

D'Alain Krivine à Mgr. Gaillot, en passant par Noël Mamère ou Yves Cochet, les discours étaient hier après-midi à l'unisson.

Toutefois, en venant manifester à Bar le Duc sous la bannière des Verts, les banderoles de la LCR, ou comme simples citoyens, ces figures de proue du combat alter-mondialiste cautionnaient, par leur simple présence, la dimension nationale d'un rassemblement destiné à rappeler à ceux qui nous gouvernent au sommet de l'Etat comme à la tête du département qu'ils n'ont pas le droit d'hypothéquer l'avenir d'un territoire sous prétexte d'empocher temporairement quelques royalties.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'enfouissement des déchets nucléaires représente un danger pour les générations futures et les Bretons présents hier drapeaux au vent au coeur du cortège l'ont compris, puisqu'ils se sont opposés à toute tentative de forage de leurs massifs granitiques pour "y tester" la réplique de Bure.

Parce que les Meusiens, comme les Haut-Marnais, pauvres contribuables parmi les plus pauvres de l'Etat, n'ont pas eu cette même volonté politique de faire rempart de leurs corps pour s'opposer au lobby nucléaire, ils ont aujourd'hui besoin du renfort de tous les écologues européens pour tenter d'inverser un processus dont les scientifiques redoutent le caractère irréversible.

Puisse leur combat ne pas être déjà d'arrière garde.

Débat public sur les déchets nucléaires

Pourquoi les collectifs ont-ils fait le choix de ne pas y participer

Lancé mi-septembre 2005, il n'engendre que des questions !

4 petits mois en 2005, alors que les 15 années "Bataille" qui viennent de s'écouler ont toujours évincé toute participation de la société civile ? 15 réunions seulement, dans les 3 régions sensibles, Paris et quelques grandes villes, alors que l'ensemble de la population française est concernée ? Plus grave encore : aucun échange avec les futurs décideurs de 2006, soit les parlementaires ; un cadre uniquement consultatif ne débouchant pas sur des choix collectifs, et enfin un avenir technologique déjà tout tracé pour ces déchets, en dehors de toute réflexion nécessaire sur la filière électro-nucléaire...

Alors, à quoi sert-il ? Une opération de communication sur le processus en cours, qui nous mène droit à l'enfouissement, sans prise en compte réelle de l'ensemble de la population française. Après les oppositions virulentes à l'enfouissement des années 1990 et 2000, vise-t-il en réalité à forger et à forcer "l'acceptation et la docilité sociales" ? Une plaisanterie qui nous coûtera 4 millions d'euros. Le Canard Enchaîné ayant d'ailleurs fait le calcul, il touchera 1 Français sur 20 000, au vu des premières réunions !

Un débat réel, sinon rien !

Les collectifs considèrent aujourd'hui qu'un réel débat sur ce sujet peut être valablement mené :

- **s'il intègre tous les citoyens sur l'ensemble du territoire : "A enjeu national, débat national !"**
- **sur une durée suffisante et avec des moyens en conséquence**
- **si les parlementaires qui prendront des décisions capitales en 2006 sont directement impliqués dans la procédure du débat public**
- **si il fait partie intégrante d'un débat sur les orientations nationales en matière d'énergie. Un impératif : prendre en compte la problématique des déchets nucléaires dans sa globalité, à savoir leur mode de production, et la replacer dans la politique énergétique du pays. Déconnecter le déchet de sa source est un non-sens.**

Les experts quittent les débats !

Si une Commission a été nommée pour organiser un débat sur les déchets nucléaires, une seconde l'a été pour traiter du réacteur dit EPR, et une troisième doit débattre de la ligne Très Haute Tension destinée à évacuer le courant de cet EPR, ceci touchant surtout l'Ouest de la France.

Tandis que la Commission "déchets", la première à oeuvrer, démontre que le débat sous cette forme est bel et bien à notre avis "trompeur et tronqué" (cf les articles de la presse nationale), la Commission EPR vient de se voir obligée d'ajourner ses premières réunions.

Non seulement les associations avaient claqué la porte car les questions relevant de la sécurité du réacteur sont couvertes du "secret-défense" (Réseau sortir du nucléaire, les Amis de la terre, Agir pour l'environnement, France Nature Environnement, Réseau Action Climat, Greenpeace, WWF) mais voilà qu'elles viennent d'être rejointes par une série d'experts (B.Dessus, B.Laponche, experts de Global Chance / Y. Marignac, directeur de WISE-Paris / M.Sené, R.Sené, experts du GSIEN / M.Rivasi, fondatrice de la CRII-RAD / P. Barbey et D. Boilley, conseillers scientifiques de l'ACRO).

Et, en prime, le gouvernement vient d'annoncer non plus un réacteur EPR mais plusieurs. Conclusion : le débat est vraiment un leurre !

La grande pantalonnade continue...

Séances du débat public à venir :

- à Joinville (Hte Marne) le mercredi 9 novembre à 18h à la salle des fêtes (place de la gare) : *"L'accompagnement économique"*

Comment oser agiter un carnet de chèques dans un projet aussi fou -l'enfouissement- en terme de contamination de l'environnement, et donc d'atteinte à la santé ? La Commission du débat aurait-elle pour mission de cautionner les sordides marchandages, discrets mais bien réels, entre Conseils généraux (Meuse et Haute-Marne) et gouvernement ?

Tous à Joinville le mercredi 9 novembre pour continuer à dénoncer le "laboratoire" scientiFRIC de Bure. RV à 17h30

- à Nancy le 18 novembre à 18h à l'École des Mines : *"Juste équilibre entre générations, entre territoires"*

On ne pouvait trouver de titre plus paradoxal pour annoncer un débat officiel sur l'enfouissement des déchets nucléaires. Les responsables de la commission espèrent-ils nous faire croire à un débat vraiment démocratique, où le respect des générations futures et des territoires ruraux prédominerait ?

Venez nombreux le vendredi 18 novembre à Nancy : apportez poussettes, landaus, couffins, baigneurs, nous allons faire parler les générations futures ! Ils nous diront s'ils seront d'accord pour payer éternellement le prix de nos erreurs. Rendez-vous à 17h30 devant l'École des Mines.



NE PAS LAISSER FAIRE!

Premier festival contre l'enfouissement des déchets radio-actifs à Bure les 29, 30 et 31 Juillet derniers.

C'est dans l'un des prés ombragés, les plus sympas du secteur qu'on a campé notre événement estival. Après quelques réunions, beaucoup d'investissements personnels et malgré quelques mauvais plans de dernière minute (défection de la sono, une semaine avant), on était à peu près prêts vendredi après-midi, avec nos toilettes sèches et notre installation électrique sécurisée, à recevoir la commission de sécurité qui nous a donné sa bénédiction.

Quelques bonnes rinçées, doublées de bourrasques violentes à répétition plus tard, la musique pouvait commencer avec la trentaine de supers groupes (Stop Bure Brothers'n Sista, Capra, Mell, La Casa Bancale, David Vincent et ses Mutants, GDT, la chorale des Sans Noms, Pustule l'Ardéchois, Rosette, Carpe Diem, JY Chetail, Foligato, la Belle Image, Kommando Pernod, les Tontons Flingueurs, Doucement le matin, la Manufacture d'Ivresse, les Camionnettes, Lézarts de Rue, Roger Serge, L'Echappée Belle, Roolta'Boss, Roulez Pinder, Richard Diurn..., un grand merci à eux qui sont tous venus bénévolement), alternant entre la grande scène et le petit chapiteau pendant les changements. C'était donc riche et varié, top qualité, avec une mention spéciale pour la sublime fanfare La Belle Image, venue spécialement d'Orléans dans la nuit, pour nous émerveiller et repartir direct, pour jouer ailleurs : chapeau bas Messieurs, d'autant qu'ils risquent de nous brancher Tryo pour l'année prochaine. L'organisation en elle même était optimum, de la bière locale bio en pression, un super son (servi de main de maître par l'équipe d'EXHORT, une assoc' de Bar-le-Duc, à recommander vivement), des stands d'infos à gogo, la bouffe parfaite (assurée magistralement par les Hollandais de REMPANPLAN, la cuisine collective bio-végétarienne), des bonnes vibrations à la pelle, plus de pluie, peu de poubelles (utilisation d'une chope en plastoc consignée & vraie vaisselle) et un parfait esprit libertaire avec le principe de la participation libre, pour laisser la porte ouverte à un éventail le plus large possible de personnes, permettant à chacun(e) de donner ce qu'il souhaite, s'il le souhaite et ça fonctionne, on a même fait un léger bénéf.... incroyable mais vrai!!

Il y avait même régulièrement des animations parallèles improvisées devant les grilles de l'ANDRA, particulièrement le samedi soir où ça chauffait sévère, mais on a quand même super réussi notre Manifest-Action à nous, celle des élus et des comités Bure-Stop, qui se voulait radicalement non violente et qui se déroula le dimanche à 11 heures, toujours devant les grilles de l'Andra. On s'est donc retrouvé un bon millier (600 selon les forces du désordre qui divise systématiquement par 2) de citoyens conscients de tous âges, pour monter symboliquement un beau mur cimenté, avec des pierres passées de main en main depuis le rond-point. C'était une belle chaîne humaine, gaie et vivante, face à l'industrie de la mort.

Le bilan reste donc extrêmement positif. Outre l'événement culturel d'envergure, on a réussi un beau projet en commun avec BZL, les collectifs Bure-stop, le réseau Sortir du Nucléaire et l'association 6SonS, à brasser beaucoup de jeunes, ce qui est relativement nouveau, à resserrer les liens militants internationaux, à aboutir notre manif «Faisons bloc», à en faire un tremplin pour la manif nationale «Déchets nucléaires: n'empoisonnez pas la terre»le samedi 24 septembre à Bar-le-Duc. Petit bémol pour ma part : on peut raisonnablement compter sur le passage de 2.000 personnes sur le week-end, ce qui compte tenu des efforts déployés et de l'importance du combat, me fait dire que c'est peu, trop peu et on n'arrive grère à toucher les locaux, d'autant que l'Andra venait d'annoncer en première page que pour Bure c'était tout bon, que le site convenait parfaitement pour l'enfouissement (ce qu'on savait déjà, avant qu'il démarre, vu que c'est pour l'instant, le SEUL endroit donc bien le BON endroit...). On annonce ça officiellement la veille et personne ne bronche, le somnifère doit vraiment être très puissant. Hé, les Meusiens et les Hauts-marnais, il faut se réveiller et vite. Les autres aussi, d'ailleurs. En tout cas, on a jamais eu autant de manifestants à Bure que cet été et ça va être facile d'en faire un Larzac (car pour nous les lorrains, avec le lard, y'a pas de sac), surtout avec la seconde édition de notre festival le 28, 29 et 30 juillet 2006 qui va mobiliser toutes les forces vives pour resignifier clairement notre refus catégorique de l'enfouissement « NI ICI, NI AILLEURS »..

On vous y attend tous, il fera beau...

En tout cas, on a jamais eu autant de manifestants à Bure que cet été et ça va être facile d'en faire un Larzac surtout avec la seconde édition en juillet 2006 qui va mobiliser toutes les forces vives pour resignifier clairement notre refus catégorique de l'enfouissement « NI ICI, NI AILLEURS !

H.il



Bure Zone Libre :

Nouvelles du front et lettre au père Noël

La maison de la résistance remplit déjà pleinement ses fonctions d'accueil et de base logistique pour toutes les actions et concertations locales et en partie pour des réunions nationales. Depuis cet été, la maison de BZL a vu défiler des centaines de militants d'ici, de toute la France et même d'Europe : des volontaires pour les chantiers de rénovation, la préparation du festival et de la manifestation ainsi que plusieurs groupes de passage pour le 24 septembre. La maison a également abrité fin juillet une réunion de la Coordination Nationale et début août les journées de réflexion du Réseau « Sortir du nucléaire » elle permet aussi aux 5 collectifs BureStop de se retrouver lors de leurs réunions mensuelles.

Des nouvelles :

Notre centre d'information indépendant sur le nucléaire a été inauguré le 30 juillet en présence de 200 personnes. Un drapeau a été hissé au pinnacle de la maison, portant haut les couleurs de la résistance.

Un deuxième permanent à la maison de Bure : depuis avril 2004 Albert d'Amiens est venu s'installer en Meuse, il s'occupe du secrétariat et de l'accueil des visiteurs. Il aide aussi Peter à encadrer les volontaires sur le chantier.

Renforcement de la mobilisation : La maison a vu passer cet été de nombreuses personnes nouvellement sensibilisées à la lutte pour qui cette maison est un lien concret avec la résistance locale.

Nous adressons un GRAND MERCI à tous les volontaires qui sont venus soutenir l'équipe locale au cours ces derniers mois. La participation bénévole de quelques professionnels du bâtiment nous a également permis de travailler à moindre coût, sans faire appel aux entreprises. Grâce à vous et à tous nos efforts rassemblés, la lutte continue et nous gardons espoir en un futur vivable. Nous vous attendons toujours plus nombreux à l'avenir, car la tâche est immense.

Travaux intensifs :

Pour effectuer les travaux de rénovation les plus urgents avant l'arrivée de l'hiver, nous programmons une dizaine de jours de chantier intensif pendant les vacances de Toussaint (du 22 octobre au 2 novembre). Une autre semaine est prévue début décembre pour ceux qui ne craignent pas le froid.

Lettre au Père Noël :

Nous cherchons 1200 tuiles mécaniques pour terminer la couverture du toit avant l'hiver ainsi que du plancher.

Appel à dons : Pour poursuivre cette œuvre collective, nous avons besoin de votre aide.

De grands travaux nous attendent pour l'année 2006 : construction des nouveaux sanitaires, mise en conformité des installations et évacuation des eaux usées.

Merci d'envoyer votre participation exclusivement à :

BURE ZONE LIBRE - 2, rue de l'église - 55 290 BURE

Vos dons donnent lieu à une réduction fiscale de 60% (chèques à l'ordre de Bure Zone Libre)

Merci !

L'équipe de pilotage

Train d'enfer

Rassemblement en gare de Nancy le 20 novembre à 9h30

Le 7 novembre 2004, en Meurthe et Moselle, un jeune homme laissait accidentellement sa vie sur les rails pour avoir voulu dénoncer le passage dans la région d'un train nucléaire.

Parce qu'on ne peut pas laisser passer silencieusement le prochain convoi atomique en partance pour l'Allemagne un an presque jour pour jour après la mort de Sébastien, le groupe CACENDR 54 et les collectifs Burestop projettent **un rassemblement commémoratif en gare de Nancy le dimanche 20 novembre à 9h30 du matin.** (Merci d'apporter une fleur et des bougies)

Le train n'a rien changé à ses habitudes : même itinéraire et mêmes horaires que l'an passé. L'accident qui s'est produit n'a pas remis en question la politique des transports nucléaires ni les mesures de sécurité qui les entourent.

A l'extrême cynisme et à la folle imprudence des convoyeurs, nous opposons la gravité de la situation passée et présente et notre refus toujours intact de voir passer la mort à nos portes.

Pour dénoncer avec plus de force le scandale et le danger sans cesse renouvelés que constituent le transport de déchets radioactifs, des rassemblements auront lieu tout le long du trajet de ce train, de la Normandie jusqu'en Allemagne.

ATTENTION : le jour risque encore d'être modifié, des informations de dernière minute seront disponibles sur le site www.burestop.org et au 03 25 04 91 41



Pour se faire entendre !

“Je veux donner mon avis”, sur Bure...

Pétition-référendum : une sacrée patate chaude en Haute-Marne

Inédit en France : plus de 46 000 citoyens qui, sur deux départements et à ce jour, se prennent en main par une pétition pour exiger un référendum sur ce qui les concerne. Et pas une pétition lancée par un cacique

ou une grosse collectivité, non ; par une association d'élus locaux minoritaires -pour l'instant-, vite épaulés par les collectifs, d'autres assocs, des syndicats, des fédérations politiques, et des citoyens. Et les journalistes ne s'y trompent pas.

En Haute-Marne, si le président du Conseil général, et par ailleurs sénateur (de ces parlementaires qui voteront la loi en 2006), balaya d'un revers de main cette opération en ses débuts, il en avala sa pipe depuis devant le succès grandissant de cet exercice démocratique. Car, facile de pérorer sur "démocratie de proximité" ou "démocratie participative" : de belles paroles tout le temps qu'elles ne remettent pas en cause ceux qui se croient détenteurs d'une parcelle de pouvoir, ensuite... ensuite, c'est panique à bord, et notre président B.Sido de dissuader les maires, par un courrier spécial, de signer la pétition, puis d'invoquer l'incompétence du département dans ce dossier, puis l'illégalité d'un tel référendum... tout en lançant un SOS pathétique au préfet : *"Face à ces signatures, ce constat, je vais demander au préfet s'il m'autorise, en tout état de cause, à proposer un référendum en Haute-Marne"* (France 3 Champagne-Ardenne - 7 juillet 2005). Son collègue sénateur Ch.Guéné, lui, écrivait dans son bulletin : *"Cette nouvelle approche nous amènera sans doute à accepter le référendum Bouzon, sous une forme ou une autre, quand bien même serait-il illégal, parce que les gens et le bon sens semblent l'appeler de leurs vœux"*... avant de se rétracter. Et les deux députés ? inexistantes.

Et puis, passablement pris à partie à Saint-Dizier le 13 septembre dernier dans le cadre du "débat public", B.Sido finit pas lâcher : *"Je n'envisage pas un seul instant de ne pas consulter la population sur un tel sujet"*. Et le député de l'Oise F-M.Gonnot, présent et par ailleurs "nouveau" président de l'Andra (l'art d'être juge et partie), lui emboîta le pas en déclarant que la loi de 2006 restait à écrire et que les parlementaires avaient la possibilité d'y inscrire des obligations de consultation des populations. Personne n'eut l'outrecuidance de lui rappeler que la loi de 1991, elle aussi, obligeait à concertation avec les populations (en son article 6) et que, depuis, le législateur s'était allègrement assis dessus. Alors, question confiance....

Dernière minute : récemment en Haute-Marne, Marie-Georges Buffet, secrétaire nationale du PCF, a soutenu la demande de référendum sur Bure, ce qu'elle avait refusé jusque là. Quant à Jean-Paul Bachy, président de la région Champagne-ardenne, il aurait adressé un courrier au préfet de Haute-Marne, lui demandant d'organiser un tel référendum.

INFOS MEUSE :

Le président du Conseil général de la Meuse botte en touche question référendum !

Trois représentants du CDR 55, de l'AEMHM et de la Coordination nationale des collectifs ont été invités à participer mercredi 28 septembre à une séance privée du Conseil général de la Meuse, sur le sujet exclusif des déchets nucléaires et de Bure.

Il ressort de cette entrevue, trop brève à notre sens, que le point le plus important est celui de la question de la tenue d'un référendum, suite au dépôt le 24 septembre dernier des 16500 signatures d'électeurs meusiens (le quota de 13900 requises étant largement dépassé).

Sur ce sujet, Christian Namy a une position pour le moins surprenante et difficile à justifier : il veut verser ces pétitions au dossier du débat public ! Le Président du Conseil de la Meuse ne peut se défaire de la sorte. Le devoir du Conseil général est de prendre en compte la demande des citoyens meusiens. Nous tenons à souligner que tous les conseillers généraux ne sont pas sur la même ligne, certains estimant ce référendum légitime.

RENCONTRE

Suite à une visite du laboratoire de Bure par le conseil municipal de Bar-le-Duc en juin 2005, le CDR 55 avait demandé à être reçu en mairie afin de présenter les arguments accumulés depuis plus de 10 ans sur ce sujet si épineux. Cela s'est déroulé en séance privée le jeudi 13 octobre, la séance privée se justifiant, selon Mme Huraut, maire de Bar-le-Duc, par le fait que le sujet abordé ne concerne pas les affaires de la commune !

40 minutes pour apporter les preuves que l'état se resserre, que BURE concerne toutes les collectivités et pour interpellier les élus de la ville préfecture. Les Meusiens sont en droit d'attendre des réponses et des positionnements clairs de la part de leurs élus, et les collectifs restent ouverts à de nouvelles rencontres pour prendre le temps d'approfondir le sujet.

Conclusion : nous avons une somme d'informations considérable sur un sujet qui manifestement soulèvent bon nombre d'incertitudes et de doutes. Il paraît aujourd'hui essentiel qu'elles aussi soient prises en compte. Des contacts sont pris avec des élus départementaux intéressés, d'autres sont en cours.

Irène nous a quitté

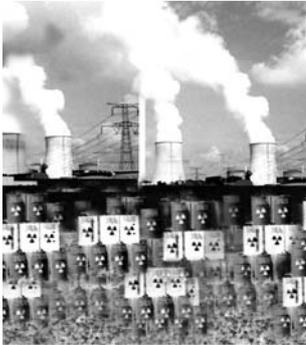
Fidèle aux valeurs d'humanisme et au respect de l'environnement, tu as voulu, dès les premiers instants, affirmer tes convictions en t'opposant au projet d'enfouissement des déchets radioactifs et mener l'action avec le Collectif des opposants et l'association des Elus meusiens.

Tu as rassemblé, mobilisé, motivé. Avec détermination tu as animé le groupe local chaque mois pendant 10 ans, avec la même conviction toujours renforcée. Ensemble nous avons partagé des moments forts. Ton action marquera... tant par la qualité et la générosité de ton engagement que par tes capacités de réflexion, d'échanges et ta profonde sincérité. Au REVOIR, Irène ! Les collectifs citoyens et d'élus te remercient...

(Ce texte, lu lors des obsèques d'Irène Aubert, le mardi 11 octobre 2005, à Dannevoux, a été rédigé par ses amis du groupe de Dun. Irène est inhumée à Marville.

Irène Aubert était animatrice du groupe de DUN / CDR 55. Grâce à elle, le groupe de Dun était adhérent au Réseau Sortir du nucléaire. Toute l'équipe est bien décidée à continuer l'action.)

Le "grand débat national" sur les déchets nucléaires n'est pas une mince affaire



"De toute façon, dit l'animateur du débat, dans trente ans la plupart d'entre nous seront en subsurface !" Il rit de son bon mot, et une partie de la salle avec lui. Il faut dire que c'est un débat entre techniciens : au lieu de parler "enfouissement des déchets atomiques dans des galeries à flanc de colline", on dit "entreposage en subsurface", ce qui rend la chose nettement plus poétique.

Et il en faut, de la poésie, pour faire passer la pilule... Nous sommes dans l'une des quinze réunions locales censées constituer le "grand débat national" sur la question des déchets nucléaires. Pas plus de 200 personnes, ce 1er octobre à la Cité des sciences de la Villette, Paris. Si les prochaines séances ne sont pas plus suivies, cela voudra dire qu'un Français sur vingt mille environ y aura participé. Une grande victoire pour la démocratie. Magnifique, non ? Si le populo ne vient pas en masse, tant pis pour lui. De toute façon, l'an prochain, les députés voteront une loi. L'amusant est qu'il voteront certainement une loi décidant qu'il est urgent de ne rien décider. Le ministre François Loos a déjà annoncé qu'il faudra encore au moins dix années de recherche avant de savoir quelle option choisir...

Ce débat a au moins une vertu : il nous rafraîchit la mémoire, en nous rappelant qu'il existe trois options auxquelles les techniciens consacrent leurs efforts depuis quinze ans, efforts qui ont déjà coûté 2,5 milliards d'euros aux joyeux contribuables, mais n'ont débouché sur rien de probant. Première option, la transmutation, qui permettrait de rendre les déchets moins nocifs en les bombardant à coup de neutrons : mais on ne sait pas faire, ou alors pour de très petites quantités, et ça coûte les yeux de la tête. Bien entendu, les spécialistes continuent de chercher : "Moi, je crois à la transmutation, dit l'un d'eux à la tribune. J'espère qu'on réduira la toxicité du plutonium." C'est beau, cette foi du charbonnier atomique. Mais pour l'instant, ça ne marche pas, et en attendant les déchets s'accumulent. Chaque Français en produit 1,2 kilo par an, dont une partie est constituée de plutonium, une substance assez empoisonnante qui, perdant la moitié de sa radioactivité en 24 000 ans, ne devient inoffensive qu'au bout de 240 000 ans.

Que faisait l'homme il y a 24 000 ans ? Il n'avait pas inventé l'agriculture, ni le téléphone, ni le CAC 40. Il cueillait, chassait avec des armes de pierre polie, et peignait Lascaux. Que fera-t-il dans 24 000 ans ? Si jamais il est retourné à l'âge de pierre, espérons qu'il saura lire les panneaux "Attention danger, ici déchets nucléaires". Et dans 240 000 ans, saura-t-il encore lire ?

C'est d'ailleurs sur cette connaissance un peu courte de l'avenir de l'humanité que se fondent les techniciens pour proposer l'option qui a leur préférence : l'enfouissement à 500 mètres de profon-

deur. On emballe les déchets dans des colis de verre, de béton ou d'acier, on fourre tout ça sous terre, on rebouche, et hop ! le tour est joué. En espérant, évidemment, que l'emballage ne cède pas, ne fuie pas, que les eaux ne s'infiltrent pas, que la terre ne bouge pas, bref, que l'endroit reste mort et pétrifié à jamais. Le hic est qu'un emballage, même le plus solide, ne résiste jamais longtemps aux rayonnements radioactifs, que la Terre est vivante, qu'elle bouge, et que les eaux de ruissellement ont la manie de ruisseler... Pas grave : à Bure (Meuse), les techniciens du nucléaire qui ont creusé un labo en profondeur pour expérimenter cette solution tout en jurant leurs grands dieux atomiques qu'ils n'enfouiraient aucun déchet sur place (rires jaunes dans la salle) affirment qu'il sera fort possible de surveiller ce qui se passe en profondeur tout en restant à la surface. Les habitants de Bure devraient se réjouir : voilà des emplois de gardiennage garantis pour 240 000 ans ! Mais, quelle drôle d'idée, 45 000 riverains ont signé une pétition réclamant un référendum local sur la question : il y aurait comme un doute ?

*Que faisait l'homme il y a 24 000 ans ?
Il n'avait pas inventé l'agriculture, ni le téléphone,
ni le CAC 40. Il cueillait, chassait
avec des armes de pierre polie, et peignait
Lascaux. Que fera-t-il dans 24 000 ans ?*

Reste la dernière option, l'entreposage en surface ou "subsurface". C'est ce qui est actuellement pratiqué : les 1 200 tonnes de combustible irradié produites chaque année s'entassent ainsi un peu partout, à la Hague, Cadarache, Marcoule, Saclay, et sur les sites de nos 19 fières centrales nucléaires. Dommage qu'on n'ait pas d'Indiens : les Etats-Uns, nous apprend un des intervenants, ont décidé d'entreposer tous leurs déchets dans une réserve indienne... Pour les écolos, l'entreposage est la moins mauvaise des solutions : "Il est provisoire et réversible, dit à la tribune la Verte Maryse Ardit, tandis que l'enfouissement est définitif et irréversible : là est la vraie différence." Une fois les déchets enfouis en effet, la tentation sera grande de les oublier et de ne pas y remettre le nez. Alors que l'entreposage impose un devoir de mémoire et de surveillance, une vigilance à la hauteur de la dangerosité des déchets. L'ennui, objecte un ponte nucléocrate, c'est que du coup ils deviennent trop facilement accessibles : "Je suis allé en Russie. Là-bas, tous les déchets sont entreposés en surface et c'est catastrophique : comme les moyens manquent, il n'y a ni surveillance, ni maintenance." L'entreposage condamne donc la France à ne jamais s'effondrer comme l'URSS : pas garanti ! Bref, tout le monde patauge dans les grandes largeurs, mais, comme le dit une représentante de l'Andra (Agence nationale des déchets radioactifs), la situation est encore plus catastrophique en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis". Ouf ! nous voilà rassurés.

J.L.P.

POUR AGIR :

Débats "Publics" :

■ Joinville, le merc. 9 novembre à 18h, salle des Fêtes

■ Nancy, le vend. 18 novembre à 18h, Ecole des Mines

Train nucléaire :

■ Gare de Nancy, le dim. 20 novembre à 9h30 (date à vérifier)

A réserver dès maintenant :

Manifestation nationale 15/16 avril à Cherbourg, contre le réacteur EPR (week-end de Pâques)

à l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et du collectif Régional "l'EPR, non merci, ni ailleurs, ni ici !" Des bus et départs groupés seront organisés.

Un mémento indispensable !

L'association CLOBAL-CHANCE (association de scientifiques) vient de publier un "Petit mémento des déchets nucléaires" qui, en une quarantaine de pages, apporte des éclairages et des chiffres qui font souvent défaut :

<<Il nous a semblé indispensable de mettre à disposition des citoyens des éléments factuels et pédagogiques qui manquent la plupart du temps aux non spécialistes. Le domaine des déchets nucléaires, comme plus généralement l'ensemble du domaine nucléaire, est longtemps resté et reste encore largement le domaine réservé d'un très petit nombre d'experts, la plupart du temps liés aux industriels promoteurs de cette filière et d'une administration jalouse de ses prérogatives et fortement dépendante des industriels concernés.

La complexité des problèmes rencontrés (...) justifie souvent, de la part du lobby nucléaire et de l'administration, le recours à un discours volontairement simpliste et supposé "transparent" destiné principalement à rassurer le grand public et non pas à l'informer, ni moins encore à lui permettre de réfléchir et de débattre.>>

Ce mémento est disponible auprès de votre collectif (10 euros) ou par correspondance en s'adressant au Cedra - BP 17 - 52101 Saint-Dizier cedex (12 euros, frais de port inclus)

La LETTRE DE BURE est éditée à 2000 exemplaires
Imprimé par nos soins
Pour recevoir la Lettre par internet, dès sa publication, envoyez votre demande à : permanent@burestop.org
Vous voulez être tenu au courant de l'actualité déchets nucléaires de façon régulière, inscrivez-vous aussi par mail à l'adresse : permanent@burestop.org / tél. : 03 25 04 91 41

VOS CONTACTS COLLECTIFS
CDR (55) : 1, sentier de Guédonval - 55000 Bar-le-Duc - Tél. 03 29 45 45 55
CEDRA (52) : BP 17 - 52101 Saint-Dizier cedex - Tél. Fax. 03 25 04 91 41
CENDR (88) : 24, gde rue - 88 630 Moncel/Vair - Tél. Fax. 03 29 06 91 38
CACENDR (54) : 5, rue du 15 sept.1944 - 54320 Maxeville - Tél. 03 83 35 42 72
BZL : rue de la Gare - 54230 Maron - Tél. 03 83 47 57 71
Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement :
1, sentier de Guédonval - 55000 Bar-le-Duc
Tél. Fax. 03 25 04 91 41 - Tél. 03 29 45 45 55



U
O
S
I
S
I
O
N

Rejoignez les collectifs : adhérez !

Nom-Prénom :

Adresse :

Téléphone / mail (facultatif)

Particuliers : 10 € - Groupes, associations : 45 €

Bulletin à compléter et à renvoyer au collectif de votre choix (adresses ci-dessus)

IPNS

OGM : soutenir la lutte contre l'annexion du vivant.

La Confédération Paysanne s'oppose depuis le début à l'implantation des OGM en France :

- Car elle met les paysans sous dépendance des multinationales de l'agroalimentaire (achat de nouvelles semences tous les ans et de tous les produits phytosanitaires associés.)

- Car elle ne permet pas à moyen et long terme de diminuer l'utilisation des pesticides.

- Car les risques sur la santé des animaux et des hommes ne sont pas du tout évalués (en Allemagne, un paysan a vu 5 de ses 60 vaches mourir de façon inexplicable après avoir consommé du maïs OGM BT pendant 4 ans...)

- Car la pollution par les pollens des champs en agriculture traditionnelle ou biologique est inéluctable.

- Car elle ne permet pas le développement d'une agriculture durable et autonome dans les pays en voie de développement (le paysan n'a même pas les moyens d'acheter les semences). La souveraineté alimentaire de ces pays serait encore plus remise en cause.

- Car les OGM médicamenteux sont une « fumisterie » On sait très bien fabriquer des molécules génétiquement modifiées en milieu confiné (digesteur) ou laboratoire. L'idée étant de banaliser la culture des OGM en plein champ.

En bref, les fauchages d'OGM initiés par la Conf' et poursuivis par les faucheurs volontaires depuis le Larzac 2003 ont permis de révéler au grand public le problème des OGM.

A ce jour, l'Europe et la France ont autorisé la culture en plein champ de plusieurs variétés de maïs et les fauchages vont devenir impossibles et désuets sur des centaines d'hectares.

De plus les procès pour fauchage mettent la Conf' dans une situation financière délicate : c'est bien une forme de répression syndicale.

Il est donc fondamental et impératif que nos élus politiques et les citoyens s'opposent à cette technologie. Plusieurs pistes d'action, de réflexion et de résistance nous guident :

le principe de précaution : souvenons-nous de l'amiante, des farines animales, de la dioxine etc.

la coexistence de cultures OGM et non-OGM est complètement illusoire ; nous devons être vigilants sur la transposition de la directive européenne CE 2001/18 sur la dissémination des OGM dans l'environnement.

Aucune assurance ne veut couvrir les risques encourus par la culture des OGM

L'étiquetage des sous-produits comme le lait et la viande d'animaux ayant consommé des aliments OGM n'est pas obligatoire : les associations de consommateurs sont bien discrètes à ce sujet !

Le principe : pollueur-payeur n'est toujours pas de règle en France

Tous ces sujets sont éminemment politiques et c'est bien à nous citoyens électeurs de les faire remonter.

On peut constater que, dans la problématique des OGM, comme dans celle de l'enfouissement des déchets nucléaires, la démocratie ne fonctionne pas parfaitement : pas de débat public réel, pas de consultation de la population.

Les lobbies nucléaires (EDF, CEA, ANDRA, Framatome...) et les lobbies semenciers ou phytosanitaires (Monsanto, Advanta Limagrin etc) sont vraiment dans la même logique libérale : le profit, et une situation de monopole pour ces sociétés privées ou semi-publiques.

CONFÉRENCE SUR LES OGM MARDI 8 NOVEMBRE à 20 h 30, à Chaumont sur Aire

avec Christian Vélot, enseignant chercheur en génétique moléculaire (Université Paris Sud).

Organisée par la Confédération Paysanne, en partenariat avec d'autres associations. Merci de diffuser largement cette information autour de vous.

Cette conférence précède le procès de 9 membres de la Confédération Paysanne, pour la neutralisation d'une parcelle de maïs génétiquement modifié à Guyancourt (78), le 23 juillet 2003. Il aura lieu le jeudi 17 novembre 2005 à Versailles. Un paysan meusien fait partie des neuf accusés.

PROCÈS LE JEUDI 17/11 À VERSAILLES : APPEL À SOUTIEN

Un transport en bus est organisé pour s'y rendre.

Départ d'Epinal à 4 h 15 (Parc des expositions), arrêt à Nancy à 5 h 30 (parking CHU Brabois), arrêt à Toul à 6 h 00, arrêt à Bar le Duc à 6 h 40 (Hall des Brasseries), arrivée à Versailles à 11 h. Départ de Versailles vers 18 h, retour à Epinal vers 1 h du matin.

Une participation de 15 € par personne est demandée.

Merci de vous inscrire très rapidement auprès de la Confédération Paysanne de la Meuse. Tél. : 03 29 86 10 50 Courriel : confpays_meuse@hotmail.com

Si trop peu de personnes partent d'Epinal, le bus partira directement de Nancy (un covoiturage sera alors organisé pour rejoindre ce point de départ).